

Tapis rouge ou carton rouge ?

Écrouves, le 24 mai 2023

Le 23 mai 2023, une délégation régionale de l'**UFAP UNSa Justice Grand-Est** est venue à la rencontre des collègues au **Centre Pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach**.

Nous avons constaté avec une grande surprise que le **Véhicule d'Intervention** était occupé par 2 agents !!! Malheureusement et comme d'habitude dans cet établissement la joie fut de courte durée. Le VI est occupé par des agents certes..., qui ne sont pas tous formés donc l'armement se trouve ... toujours dans le coffre !

La semaine de formation prévue ayant été reportée, il a bien fallu redéployer les personnels... et comme par magie certains postes, qui d'habitude sont désertés..., sont, cette semaine, couverts !!!

Ou alors cette modification de l'organisation du service des agents tombait à point nommé pour préparer la venue programmée du Directeur Interrégional ce jeudi 25 mai...

Un peu comme au festival de Cannes, on colle de belles affiches, on déroule le tapis rouge, on prend des photos, les flashes crépitent...et on se réjouit que tout aille bien dans le meilleur des mondes !



Cette illusion éphémère n'effacera pas ce qui se passe dans cette poudrière, et encore moins ce que vivent les personnels !

Avoir enlevé la poussière et les toiles d'araignées du **Véhicule d'Intervention**, fauché les pelouses, remonté et collé quelques fenêtres de cellules, ne changera le quotidien des collègues que le temps de la visite des autorités régionales...

La politique du déni et de la dissimulation échaudée par la direction locale interdit toute possibilité d'espoir de changements et d'améliorations à long terme pour les Personnels... Quant à la population pénale, celle-ci se délecte de cette situation, elle fait ce qu'elle veut et, évidemment, souvent n'importe quoi !

Pour les Personnels, quelques solutions sont encore possibles : changer de service, de bâtiment, demander une mobilité, démissionner, se retrouver en arrêt, faire un burn-out ... ou pire encore !!!

Pour l'**UFAP UNSa Justice Grand-Est**, il est évident que la direction locale doit abandonner la politique qu'elle soutient jusqu'alors ! Celle-ci est contreproductive et ô combien dévastatrice !

Les Personnels, de tous corps et grades, sont unanimes : ils sont bridés, méprisés, infantilisés...

L'**UFAP UNSa Justice** a déjà dénoncé cette situation, et le manque de réaction de l'administration est incroyablement anxiogène et irresponsable !

Faudra-t-il qu'un drame survienne pour que l'AP réagisse enfin ?

L'**UFAP UNSa Justice Grand-Est** a fait remonter au plus haut niveau l'échec de cette ouverture. La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Strasbourg a été saisie à maintes reprises, des courriers ont été adressés y compris au Garde des Sceaux... et nous avons même été reçus par le DAP et son adjoint au Millénaire à Paris !

Le bureau local a lui aussi multiplié les communiqués afin de tirer la sonnette d'alarme !!!

Nous le répétons, les dysfonctionnements bâtimentaires sont inacceptables... mais pas seulement !

- Depuis l'ouverture les effectifs ont été sous dimensionnés...
- Les Personnels ne sont pas fidélisés sur la structure, dont le turn-over est une des manifestations du mal-être des Personnels...
- La conception de la structure particulièrement étendue ne facilite pas sa bonne gestion... et favorise l'isolement des Agents...
- La politique disciplinaire est, à tout le moins, critiquable...
- La paix sociale trop facilement achetée, à grands renforts de distribution de tabac gratuit...
- Les messages de soutien auprès des Personnels sont quasi inexistants...
- Les messages de fermeté auprès de la population pénale pas à la hauteur de l'autorité légitime qui nous est due...

L'**UFAP UNSa Justice Grand-Est** n'aura de cesse de dénoncer tous les problèmes que les Personnels rencontrent...

L'**UFAP UNSa Justice** a déjà présenté de nombreuses propositions pour améliorer le quotidien des collègues du CPML... Nous les réitérerons autant que nécessaire !

Combien de temps encore les agents tiendront-ils avec ces conditions de travail dégradées et aussi périlleuses ? Nous ne pouvons pas céder au fatalisme et encore moins banaliser les risques encourus !

Les Secrétaires Généraux,